

Interview de Thierry Ribault, chercheur en sociologie au CRNS et auteur du livre "Contre la résilience, à Fukushima et ailleurs" aux éditions l'échappée
Proposition de questions :

QUESTION 1 : La résilience ?

Tu as publié le livre « Contre la résilience, à Fukushima et ailleurs¹ », et tu réalises des présentations de tes travaux un peu partout en France. Tes recherches mettent en lumière les fondations politiques et psychologiques de ce concept à la mode. Il nous semble entendre parler de résilience à toute les saucers aujourd'hui, tant dans le champ de la psychologie et du développement personnel, que de politiques publiques. Quelle est l'histoire de ce concept ?

Pour illustrer, voici l'évolution du nombre de requête dans google sur ce mot :



La résilience tire son héritage sémantique et cognitif de la science des matériaux. Le bois, pour les traverses de chemin de fer, au début du XIX^e siècle, puis les métaux, notamment pour la guerre, au début du XX^e, étaient dits « résilients » pour leur capacité à absorber de l'énergie sous l'effet d'une déformation ou d'un choc, avant de revenir à leur état initial. La résilience sera mobilisée, à partir des années 1940, en tant qu'élément de la psycho-sociologie positive pour notamment caractériser, dans la société américaine, le comportement « non délinquant » de jeunes issus de milieux pauvres, à savoir qu'ils se montrent capables d'échapper au chômage chronique, à la toxicomanie et aux naissances hors mariage pour les jeunes filles, sachant « tirer avantage de toute occasion pour s'améliorer », et sont porteurs de caractéristiques redemptrices : constituant des familles peu nombreuses, avec des naissances espacées, et bénéficiant de l'attention d'une personne bienveillante et détenant les ferments d'« une profonde foi religieuse »². On retrouve quatre-vingts ans plus tard cette dernière conviction chez le neuropsychiatre et éthologue Boris Cyrulnik, pour qui « la neuro-imagerie confirme l'effet thérapeutique de Jésus et nous explique comment ça marche ». Il en conclut que la « foi est donc bel et bien un facteur de résilience »³ et confirme l'idée que le champ cognitif de la résilience, proche du religieux, se prête aisément à une utilisation manipulateur.

L'importation en écologie de la notion de résilience se fera officiellement dans les années 1970, après que les frères Eugene et Howard Odum, biologistes dépêchés au milieu des années 1950 par l'US Atomic Energy Commission pour étudier l'irradiation par les essais atomiques américains des atolls coralliens micronésiens situés au centre de l'océan Pacifique, ont élaboré un modèle d'écosystème structuré et autorégulé. Ces études qui représentent « une opportunité unique de mener des analyses d'une importance considérable relatives aux effets des radiations provenant des produits de fission sur la population entière et sur l'ensemble des systèmes écologiques sur le terrain »⁴, et d'ainsi tester leur résistance auxdits effets, constitueront les premières applications des concepts énergétiques et des lois de la thermodynamique aux systèmes écologiques. L'écologie systémique a donc émergé du

¹ Thierry Ribault - Éditions L'échappée - Paris, 2021.

² Emmy E. Werner (1971), *The Children of Kauai: a Longitudinal Study from the Prenatal Period to Age Ten*, Honolulu, University of Hawaii Press.

³ Libération, 7 mars 2019.

⁴ Howard and Eugene Odum, « Trophic Structure and Productivity of a Windward Coral Reef Community on Eniwetok Atoll », *Ecological Monographs*, 25(3), 1955, p. 291-320.

champ de l'« écologie des radiations » (ou radioécologie), tout en reposant sur le concept fallacieux de système clos ou d'isolat (rien n'étant moins « isolé », « gérable » et « sous contrôle » que les effets des radiations sur l'environnement et les populations), concept étroitement lié à la colonisation des îles et à leur transformation en laboratoires nucléaires jetables. Autrement dit, c'est de l'intérêt morbide de la radioécologie pour l'étude de la capacité du vivant à s'adapter à sa propre destruction et à en tirer parti dont l'écologie systémique naissante héritera. Dans les années 1970, tout en confirmant le cap, l'écologue Crawford Holling développera un programme de « sécurité écosystémique » moins technocratique et plus libéral que celui de ses prédécesseurs, qui prendra le nom explicite de « résilience », désormais revêtue de ses atours contemporains et définie comme étant non seulement « la capacité d'un système à supporter l'impact de chocs déstabilisateurs » mais lui permettant aussi de « se réorganiser rapidement et efficacement afin de capitaliser sur des opportunités émergentes »⁵.

Durant les décennies 1990 et 2000, aux États-Unis et en France, le recours à la notion sera généralisé à de nombreuses « expériences douloureuses » – cancer, sida, perte d'un proche, captivité, catastrophes naturelles et industrielles, attentats, maltraitance –, autant d'épreuves que les êtres humains sont censés accepter en leur trouvant un sens, en conservant leur dignité morale et le respect de soi et, accessoirement, en n'y laissant pas leur vie. Ce baume de la réparation est désormais appliqué aux divers champs scientifiques, allant de l'écologie (changement climatique, érosion des sols) jusqu'aux sciences sociales (géographie, urbanisme, gestion d'entreprise), en passant par l'ingénierie (réseaux, construction, énergie) et autres sciences des désastres. Plus récemment, la neurobiologie s'en est emparé pour définir les capacités physico-chimiques de chacun à résister au stress, tandis qu'est avancée l'hypothèse d'une résilience épigénétique, donc héréditaire.

De la résistance et la déformation de la matière, à la résistance et la déformation des êtres humains et du vivant en tant que matière, il s'agit d'explorer les mille et une manières de faire plier l'objet concerné sans le rompre, afin de le rendre conforme à son milieu et aux pressions subies, et éventuellement de sortir renforcé de l'épreuve. « Sans rompre » signifie, pour les « objets humains » concernés, produire pour consommer, être un bon citoyen en se soumettant sans cesser de vivre, donc en survivant, autant dire, être résistant sans opposer de résistance.

Loin d'une simple rhétorique à la mode, la résilience est une technologie du consentement. À la fois un discours tenu sur la technique et une technique elle-même, dont la finalité est d'amener les populations en situation de désastre à consentir à la technologie – à Fukushima il s'agit du nucléaire – ; à consentir aux nuisances, en rendant incontournable le fait de « vivre avec » ; à consentir à la participation, à travers la cogestion des dégâts qui déresponsabilise les responsables ; à consentir encore à l'ignorance, en désapprenant à être affecté par ce qui nous touche au plus profond, notre santé notamment ; à consentir, enfin, à expérimenter de nouvelles conditions de vie induites par le désastre.

QUESTION 2 : Au Japon

Tu présentes dans ton livre la mise en place au Japon du premier ministère de la résilience, après la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2009. Quelle était alors la stratégie politique du Gouvernement ? Comment s'est-elle traduite en termes d'action, et d'inaction ?

A ce sujet, certains chantres du nucléaire comme le décroissant capitaliste Jean-Marc Jancovici⁶, font entendre que le risque des centrales nucléaires n'est que psychologique : « A Fukushima par exemple, l'évacuation a fait des centaines de morts à cause du stress, si les gens étaient restés sur place, les radiations en auraient fait 0 [...] dans la durée⁷ ».

⁵ Crawford S. Holling, Lance H. Gunderson & Garry D. Peterson (2002), "Sustainability and Panarchies", in Holling C. S. & Gunderson L. H. (ed.), *Panarchy: Understanding Transformations in Human and Natural Systems*, Washington, DC, Island Press, pp. 63-102 (p. 76).

⁶ <https://reporterre.net/Jancovici-une-imposture-ecologique>

⁷ https://youtu.be/N3BMx_Wt5Lk?t=146

Quelles ont-été les conséquences sanitaires avérées de cet accident ?

Je voudrais répondre en trois temps à cette question lourde d'implications. Tout d'abord il faut expliquer en quoi la catastrophe de Fukushima est un impossible non résolu, car elle continue. Ensuite il faut aborder la question de la production d'ignorance dans ce contexte. Enfin, découle de ce qui précède la dite « politique de résilience nationale » menée par les autorités japonaises.

Un impossible non résolu

Durant la décennie consécutive à l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi en mars 2011, la menace n'a pas fléchi. Le début du chantier de récupération des barres de combustible dans les piscines suspendues des réacteurs a été sans cesse repoussé, les niveaux de radioactivité y étant trop élevés. Si l'une des piscines a été vidée, les deux autres, non protégées, contenant 1600 barres de combustible, situées sur les toits des bâtiments ébranlés abritant les réacteurs, présentent un danger considérable en cas de nouveau tremblement de terre de forte magnitude. Quant aux cœurs de trois des six réacteurs de la centrale, dont un contenant du plutonium, ils sont entrés en fusion suite à la perte du système de refroidissement, laissant 900 tonnes de corium constitué de matières fissibles, de béton et de ferraille, inaccessibles à tout être humain pour le prochain demi-siècle. Et probablement au-delà. L'injection continue d'eau et les débordements d'origine souterraine constituent toujours des menaces majeures : le stockage sur site est saturé et les eaux radioactives partiellement filtrées sont désormais rejetées dans l'océan.

Côté humain, les efforts sans fin engagés depuis plus de douze ans pour limiter la radioactivité entraînent l'irradiation des travailleurs mobilisés. Les conséquences sanitaires sont d'autant plus rendus invisibles que sur près de 60 000 liquidateurs étant intervenus sur le site de la centrale depuis le début de la catastrophe, une grande partie était sans dosimètre durant les premiers mois ayant suivi l'accident, et, soucieux de ne pas perdre leur travail dans la sous-traitance du nucléaire, ont triché sur leur dose cumulée. Selon les chiffres officiels, soixante-quatre d'entre eux sont morts des conséquences de leur travail et les cancers de huit liquidateurs ont été reconnus comme étant liés à la catastrophe de 2011 et ses suites. Des preuves se sont accumulées montrant une sous-estimation systématique de la part de l'opérateur de la centrale TEPCO qui n'a jamais transmis au ministère de la Santé les données relatives aux doses reçues par 21.000 travailleurs qui sont intervenus sur le site de la centrale entre mars 2011 et mars 2012⁸. 90% des liquidateurs sont embauchés par des sous-traitants de TEPCO, entreprises de construction ayant des liens notoires avec les yakuza.

Par ailleurs, trente mille décontaminateurs aux conditions de sécurité tout aussi discutables ont été mobilisés sur l'ensemble du département. Le ministère de la Santé fait état de 68% de viols de la réglementation du travail (paie, conditions de travail, horaires, santé et protection). En octobre 2016, les responsables d'une entreprise de construction engagée dans la décontamination en tant que sous-traitant de quatrième niveau, ont été arrêtés après avoir mis en circulation 150 faux certificats de qualification et de formation à la manipulation de sources radioactives.

Dans ces conditions, les possibilités d'établir des liens entre les pathologies cancéreuses et non-cancéreuses développées par ces travailleurs et leur activité sur les sites contaminés sont pratiquement réduites à néant. Ainsi comprend-on mieux le bilan officiel de la catastrophe nucléaire de Fukushima : « zéro mort ».

L'organisation non gouvernementale International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW) a réalisé des estimations de morbidité et de mortalité sur la base des modèles de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de données fournies par TEPCO, montrant que sur les 23

⁸ Asahi 28 février 2013.

172 travailleurs exposés durant la première année de l'accident, entre 28 et 115 développeront des cancers induits par la radioactivité, et entre 14 et 58 mourront. Selon la même IPPNW, toujours à partir des modèles de l'OMS, le bilan prévisible situe entre 22 000 et 66 000 le nombre de cas « additionnels » de cancers attendus au Japon dans l'ensemble de la population dans les prochaines décennies suite à l'accident, dont la moitié seront mortels.

Sur les 175 000 personnes officiellement déplacées, dont 80 000 « obligatoirement », 43 000 sont encore, en 2023, considérées comme réfugiées et des centaines de milliers d'autres ont été ou sont encore exposées quotidiennement au rayonnement. On compte 2 267 décès liés directement ou indirectement à l'évacuation suite à la débâcle nucléaire, à comparer aux 1 600 victimes du raz-de-marée et du tremblement de terre dans le département de Fukushima. Les deux tiers des hôpitaux psychiatriques des départements de Iwate, Miyagi et Fukushima ont connu une forte augmentation du nombre de patients souffrant de troubles psychiques.

Parmi les 370 000 personnes du département ayant moins de 18 ans au moment de l'accident, le nombre total de cas de cancers de la thyroïde suspectés ou confirmés est à ce jour de 270, à comparer à un taux moyen se situant au Japon entre 2 et 3 cas pour 1 million d'enfants. Les autorités invoquent un effet lié au « surdiagnostic », tandis que certains épidémiologistes parlent d'« épidémie de cancers de la thyroïde ». La catastrophe est donc en cours.

L'ignorance organisée

Mensonges, mises sous secret et collusions entre science, industrie et État sont amplement documentées, notamment par la sociologie politique des sciences⁹. Mais à Fukushima, il s'agit plutôt d'ignorance organisée, qui relève des apparences socialement nécessaires, c'est-à-dire de l'idéologie plutôt que du mensonge, de la justification plutôt que des techniques de persuasion. Que ce soit par les espaces géographiques scotomisés et passés sous silence intentionnellement (dix départements voisins de celui de Fukushima n'ont fait l'objet d'aucune investigation sanitaire bien qu'en partie contaminés), que ce soit la dose reçue par les populations qui reste inconnue ou marginalisée dans les enquêtes, par le caractère discrétionnaire de l'échantillonnage de l'alimentation¹⁰, ou par les atteintes psychologiques éludées ou détournées, l'objet étudié est systématiquement réduit, générant des zones de science non faite. Or la résilience se nourrit de cette « science non faite » et de l'ignorance organisée, qui ne se réduit pas aux mensonges des autorités et ne résulte pas simplement de l'instrumentalisation de la science par les industriels, mais fait partie intégrante de l'appareil de production scientifique. La résilience légitime un rétrécissement cognitif permettant d'aménager sans contradiction une réalité contradictoire : vivre en toute plénitude dans un milieu nocif. Il s'agit de préserver le *statu quo* autour d'une représentation acceptable du désastre et de ses dégâts.

La gestion par les « seuils » d'insécurité, revus à la hausse, relève typiquement de l'ignorance organisée : tant qu'ils ne sont pas dépassés, l'évaluation du risque ne requiert pas d'action supplémentaire, tablant sur les capacités de chacun à faire front face aux effets délétères. Il s'agit moins de cacher que d'instiller dans les esprits et les pratiques l'idée qu'avec moins ou peu de connaissances, on peut s'en tirer, mieux qu'avec trop. Rapidité accrue, recours minimisé aux ressources, gains en légitimité politique face aux pressions du public sont autant d'avantages organisationnels pour les

⁹ Voir notamment : Kate Brown, *Manual for Survival. A Chernobyl Guide to the Future*, Allen Lane Penguin Random House UK, 2019 ; Yves Lenoir, *La Comédie atomique. L'histoire occultée des dangers des radiations*, La Découverte, Paris, 2016 ; Annie Thébaud-Mony, *La Science asservie. Santé publique : les collusions mortifères entre industriels et chercheurs*, La Découverte, Paris, 2014 ; Robert Proctor, *Golden Holocaust. La conspiration des industriels du tabac*, Éd. des Équateurs, 2014 ; Jamie Lincoln Kitman, *L'Histoire secrète du plomb*, Paris, Allia, 2005.

¹⁰ On se souvient d'un rapport de l'OMS de 2012, dans lequel 39 œufs collectés à Fukushima et 18 autres venus d'autres départements, durant les quatre mois ayant suivi l'accident, sont censés rendre compte de l'exposition radioactive interne liée à l'ingestion d'œufs de 128 millions de personnes.

administrateurs du désastre, dont l'objectif est de rassurer vite et au moindre coût. En savoir progressivement de plus en plus sur de moins en moins est un cadre cognitif parfaitement ajusté au fonctionnement en mode dégradé préconisé par les affidés de la résilience.

Ce qui rend néfaste l'ignorance organisée, ce n'est pas tant qu'elle cache la vérité – ce que suppose le récurrent et désarmé « On est en colère, on nous a menti » scandé par les populations à la face d'autorités frappées de surdité – que le fait qu'elle nourrisse et justifie cet enfermement dans la vie calculée qui rend la vérité obsolète. L'idée des tenants du « vivre avec » la contamination, selon laquelle la population peut agir, « fonctionner » et « gérer sa dose » elle-même avec peu de connaissance et ainsi apprendre à vivre en s'en passant, finit par dominer la représentation du désastre, chacun consentant à devenir une ressource au service des « capacités à entrer en résilience » d'un « système socio-technique » perpétuellement en voie de remédiation. C'est ainsi qu'à Fukushima, les corps deviennent des machines à encaisser les coups.

La politique de résilience nationale

Malgré ce bilan accablant, et sur la base du triple déni – pas de mesure, pas d'enquête, pas de victimes – il s'est très vite agi, au Japon, de réussir la reconstruction et, dans les mégalo-poles, relancer la machine à profit dare-dare, chacun à son poste, consommateur et producteur, afin de nourrir l'illusion d'achèvement du désastre, qui est un déni de son inachèvement. La catastrophe serait close, comme on clôt un dossier dans une affaire criminelle. Or comment peut-on raisonnablement prétendre clore l'impossible ?

C'est précisément toute la frauduleuse ambition de la résilience et de ses adeptes. Face à cet impossible non résolu, des outils politiques centrés sur la notion de résilience ont été mis en place afin de rendre la contamination socialement acceptable. Un ministère de la « construction de la résilience nationale » a été mis en place. Un programme de décontamination encourageant les populations à prendre part à celle-ci pour ne plus craindre la radioactivité a été développé. Injonction est faite aux gens de Fukushima à être des contaminés satisfaits. Ainsi selon le professeur Shinichi Niwa, responsable du volet psychiatrique de l'« Enquête de gestion sanitaire de la population » à l'université médicale de Fukushima, « les gens peuvent se sentir en sécurité lorsqu'ils exécutent eux-mêmes les travaux de décontamination plutôt que de les laisser faire par d'autres », ce qui est une manière de fabriquer du consentement en transformant une pression externe en motivation interne. Le décontaminothérapeute poursuit : « Il est très important, pour calmer la peur, d'être exposé aux radiations », consacrant de ce fait, sans rougir, l'inversion logique à laquelle préside la résilience lorsqu'elle entreprend de faire de la maladie un symptôme de guérison.

Second volet de cette politique de résilience, une politique d'incitation au retour des populations évacuées mettant fin à l'aide aux réfugiés, supprimant les allocations de relogement ou la mise à disposition d'habitats provisoires, et subventionnant la reconstruction d'écoles dans les communes désertées, a été instaurée. Le recours à la notion de résilience permet de substituer à la question fondamentale des effets biologiques irréversibles induits par une exposition au rayonnement ionisant, d'autres sujets, tels que l'état mental et l'habilitation des individus, l'« empowerment », et la « reconstruction » des communautés dans lesquelles ils vivent. Le désastre nucléaire n'est donc plus un moment objectif inscrit dans l'histoire des sociétés industrielles, mais un phénomène subjectif essentiellement psychologique, voire psychiatrique, au sein d'une population que l'on enjoint de sortir de sa « dépression » en misant sur ses qualités individuelles et sur les opportunités de son nouvel environnement, dans le but d'en revenir à un état « pré-traumatique » par la grâce combinée du « rebond » et de la « résistance au choc »... accessoirement, de l'amnésie.

QUESTION 3 : En France

En France, on voit également apparaître ce terme dans le champs politique¹¹, par exemple récemment avec la loi climat et résilience de 2022. Quel est ton constat quant à la récupération de ce concept par le gouvernement actuel ? Y a-t-il des ponts à faire entre politiques de résilience face aux catastrophes nucléaires, et le changement climatique ?

Pour la mission parlementaire d'information sur la résilience nationale créée en juin 2021, face à l'impossibilité de s'attaquer aux causes des catastrophes, il ne resterait plus qu'à rendre « nationale » la résilience, autrement dit à apprendre à chacun à faire face aux « risques », à se préparer à « vivre en mode dégradé », à « s'adapter en continu » et à « développer des représentations mentales » pour « mieux rebondir » et atteindre « une quiétude de l'esprit »¹². Si l'on se réfère au rapport final¹³ de cette mission placée sous l'égide de la Commission de la Défense nationale et des forces armées et visant à la présentation d'un projet de loi « Engagement et résilience de la nation » au début de la prochaine législature, il s'agit d'« envisager les chocs de toute nature auxquels le pays doit se préparer » et d'éduquer les citoyens à être des bons soldats au service d'une « défense totale » de la nation, concept qui « combine et exploite l'intégralité des ressources militaires et civiles de la société, afin de prévenir et gérer une crise, un conflit armé ou une guerre ». Dans un contexte de « conflictualité généralisée à tous les espaces » et de « compétition stratégique » entre grandes puissances, ces élus en appellent à un engagement en faveur d'un durcissement de la nation qui ne peut passer que par un endurcissement des individus. Ils s'inquiètent du fait qu'« auparavant, alors que l'effort de guerre et ses répercussions sur la population française étaient considérables, ils étaient [néanmoins] acceptés par la société », tandis qu'aujourd'hui, « l'acceptabilité sociale des crises et des difficultés est devenue plus faible »¹⁴. Comment les adeptes de cette « résilience nationale » envisagent-ils de nous permettre de nous adapter aux désastres ? On observe trois types de convergence entre les ambitions gouvernementales françaises en matière de résilience nationale et la politique japonaise de résilience.

Tout d'abord, il s'agit de gouverner dans la fatalité des désastres.

La résilience participe d'une métaphysique étatique du malheur qui justifie le désastre comme le pendant inéluctable du progrès, au point d'en faire sa source. Le coup de force eugénique de la résilience et de ses promoteurs – experts en communication du risque, scientifiques et politiques – est de soutenir que la catastrophe n'est pas ce qui survient, mais l'impréparation individuelle et collective à ce qui advient, déplaçant ainsi sensiblement la cause originelle des dégâts perpétrés. La loi « Climat et résilience » s'inscrit bien dans cette fuite devant le naufrage. L'impératif de préparation – préparation par l'éducation, par « l'accélération de l'évolution des mentalités » et la responsabilisation individuelle – est aussi un impératif de dépassement, cette autre manière de nommer la vaste opération de refoulement diamétralement opposée à toute forme de prise de conscience, qui renvoie les origines des désastres à la fatalité ou à la contingence. Dans la même lignée, bien que soulignant avec force le rôle des activités humaines dans l'« accélération de la fréquence des épidémies », notamment en matière d'élevage industriel et d'urbanisation échevelée, les parlementaires effondristes précités nous proposent pour unique solution la résilience comme arme d'adaptation massive aux effets des catastrophes, à défaut de prôner l'abolition de leurs causes. Non seulement le modèle de la ferme industrielle n'est aucunement questionné, mais son expansion est encouragée par les actions biosécuritaires recommandées (confinement, vaccination, destruction de cheptels). De même, pour toute réponse au « dérèglement climatique », les résilients en marche, en bons dirigeants de la fatalité, se rabattent sur une énergie nucléaire dont ils reconnaissent pourtant qu'« elle comporte

¹¹ <https://reporterre.net/La-resilience-selon-Macron-gerer-la-catastrophe-au-lieu-de-lutter-contre>

¹² Extraits de l'audition à laquelle l'auteur a pris part le 22 juillet 2021 :

https://videos.assemblee-nationale.fr/video.11094908_60f92e5125b4d.resilience-nationale--table-ronde-reunissant-enseignant-chercheur-et-professeur-22-juillet-2021

¹³ Rapport du 23 février 2022 : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/resinat/15b5119_rapport-information#

¹⁴ Ibidem, p. 95.

inévitablement des risques industriels, sanitaires et environnementaux », et « s'accompagne d'exigences supplémentaires de prévention des accidents et de résilience en cas de survenue de ces derniers », substituant la fatalité des « risques » liés à l'atome à celle des risques liés au réchauffement. Dans ce monde où chaque catastrophe est une catastrophe d'essai, « résilier » signifie gouverner dans la fatalité des désastres, sans jamais se demander si l'adaptation est véritablement adaptée.

Ensuite, il s'agit de gouverner par la peur de la peur.

Être inquiet et terrorisé, et dans le même temps faire preuve de trempe et de courage, voilà ce que loue la résilience, à l'instar de ce que toutes les guerres ont toujours loué. Ainsi lit-on dans le rapport parlementaire précité : « Nous avons tous le devoir de faire prendre conscience à nos concitoyens que le monde qui les entoure est un monde violent et qu'ils vont être rattrapés par cette violence très rapidement, quoi qu'il arrive ». Et une fois ce vent de panique semé, les rapporteurs prescrivent d'« éviter que s'immisce au sein de la population des jeunes une peur du futur », car « si ce futur est perçu comme hostile, comme menaçant, cela devient très problématique (...) la propension à l'anxiété et à la frustration des générations actuelles tend à réduire notre capacité de résilience collective dans une situation de crise grave ». Dans cet édifiant exercice de double-pensée, où il faut simultanément avoir peur et cesser d'avoir peur, il s'agit donc d'évacuer cette anxiété que craignent tant les dirigeants, pour mieux se préparer au pire plutôt que se révolter contre les causes de cette violence. L'objectif est de nous faire intérioriser la menace et de transformer la réalité physique et sociale du désastre en une nécessité à laquelle on ne peut se soustraire, amenant chacun à faire l'impasse sur ce à quoi il est contraint de se soumettre pour tenter de répondre à cette menace.

On se souvient du « On n'en finira pas avec le Covid-19, mais il faut en éradiquer la peur » de Michael Ryan, le directeur des opérations d'urgence de l'OMS, pour qui il faut « apprendre à vivre avec le virus ». Le rapport français de la mission sur la résilience nationale s'inscrit dans la même prophylaxie participationniste, en demandant aux citoyens de cogérer les catastrophes avec des bouts de ficelle et faire en sorte qu'ils se calment : « Votre rapporteur estime qu'il est indispensable qu'en France, les populations soient mises en position d'acteurs plutôt que de consommateurs, comme lorsque nous avons été incités à fabriquer nous-mêmes des masques sanitaires. Cette implication pourra, en retour, réduire le sentiment éprouvé d'anxiété, voire d'angoisse »¹⁵. Alors qu'elle est un moment indispensable pour prendre conscience des causes qui nous amènent à l'éprouver et qu'elle peut stimuler en nous la colère et la nécessité de bouleverser une organisation qui se nourrit du désastre qu'elle génère, la peur est devenue le symptôme d'une maladie de l'inadaptation, que la résilience est censée soigner. Car la morale de la fable de la résilience est toujours la même : rien ne sert de se fâcher, il faut résilier à point.

Enfin, on assiste à un éloge du sacrifice.

Dans le culte de l'adaptation, l'incantation à la résilience peut aller jusqu'à l'éloge du sacrifice, sous couvert de solidarité, comme l'atteste le rapport parlementaire précité : « Des centaines d'exemples d'héroïsme civil et militaire montrent la résistance collective des peuples face aux épreuves – famines, invasions, exils – qu'ils traversent, illustrant que les membres d'une société humaine peuvent être habités par un sentiment ou des idéaux qui leur paraissent plus élevés que leur propre vie ». Nous voici donc rassurés sur l'avenir, du fait que « la crise du Covid a prouvé que des milliers de citoyens étaient prêts à s'engager, y compris en prenant des risques »¹⁶.

On lit encore : « Chez de nombreux jeunes et moins jeunes, l'abondance inhérente à la société de consommation a fait oublier la possibilité du manque matériel ; l'habitude du confort a fait perdre l'aptitude à la rusticité » aboutissant à « une société qui assimile moins le risque et le danger, et perd en

¹⁵ Ibid, p. 97.

¹⁶ Ibid, pp. 140-142.

résilience face à l'adversité »¹⁷. Nous serions en quelque sorte des sous-femmes et des sous-hommes appelés à se tenir prêts à rallier héroïquement l'espace canonique de la résilience sans cesse en expansion. Décidément, pour les précepteurs de résilience, pour qui on ne souffre jamais en vain, dans ce « monde en guerre » dans lequel nous sommes projetés et auquel il nous faut nous accommoder à tout prix, la quête effrénée de résilience nationale prend les allures d'une rhétorique de nationale-résilience. On est ici au cœur de la dystopie de l'antifragilité.

De fait, la militarisation de la société préoccupe visiblement les parlementaires qui préconisent notamment la généralisation du service national universel et du port de l'uniforme dans les écoles, ou encore la création d'une « journée nationale de la résilience consacrée à la défense citoyenne et à la protection civile ». Le 13 octobre 2022, la première édition de cette journée a été inaugurée à Rouen, en commémoration de la catastrophe Lubrizol : un « événement ludique pour toute la famille » ambitionnant de nous rendre « tous résilients face aux risques naturels et technologiques ». En avril 2022, le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), notamment chargé de prévoir des plans interministériels pour tous risques (sanitaires, nucléaires, terroristes, etc.) avait accouché d'une « stratégie nationale de résilience ». Plus récemment, le 1er février 2023, un tout premier « comité interministériel à la résilience nationale » s'est tenu sous la houlette d'Aurélien Rousseau, l'ex-directeur de cabinet d'Élisabeth Borne. Invité du forum Normandie pour la paix le 24 septembre 2022, le ministre des Armées Sébastien Lecornu avait déjà livré sans ambage toute la teneur sacrificielle – il s'agit, bien entendu, du sacrifice des autres – de la résiliomanie à laquelle il nous commande de prendre part, considérant qu'« il y a forcément un schéma de contraintes que chaque citoyen va devoir intégrer », soulignant la nécessité d'une « capacité de résilience collective » pour faire face simultanément à « une pandémie, un attentat terroriste et une guerre aux portes de l'Europe, ainsi qu'aux effets du dérèglement climatique », et n'hésitant pas à déclarer en parfait promoteur du survivalisme d'État : « La leçon de l'Ukraine, c'est que c'est un peuple résilient. C'est autre chose qu'une facture de chauffage. Le don qu'ils font, c'est celui de leurs fils »¹⁸.

QUESTION 4 : Dans les territoire de montagnes

Que penses-tu de ces politiques de résilience appliquées à la montagne ? Y vois-tu une spécificité liée à ces types de territoires ?

Par exemple, le plan *Avenir montagne*¹⁹, lancé en 2021 par le gouvernement, est présenté ainsi : « il s'agit de donner aux territoires de montagne qui le souhaitent les moyens de s'adapter vers plus de résilience, de se réinventer vers un tourisme quatre saisons, sans pour autant tourner le dos à l'activité neige. Ce plan s'articule autour de trois axes :

1. Favoriser la diversification de l'offre et la conquête de nouvelles clientèles ;
2. Accélérer la transition écologique et énergétique des activités touristiques de montagne ;
3. Dynamiser l'immobilier de loisir et enrayer la formation de "lits froids" »

Ce plan *Avenir montagne*, digne d'un bureaucrate dépressif, s'inscrit indéniablement dans l'obsession du techno-capitalisme de vouloir triompher de tous les mystères par la production. Et la montagne est un mystère qu'il cherche à percer. Au propre et au figuré. Car la montagne cache dans son ombre, et elle permet de se cacher. L'obstination mise à la domestiquer relève d'une soif d'extension sans limite de l'empire de la production, et bien sûr de celui de la consommation. Ce que révèle ce plan, c'est la volonté de faire d'un milieu social et naturel une sorte de *convenience store* du divertissement – vert, bien entendu – ouvert 24h/24-jours/7 à tous les désirs marchands.

¹⁷ Ibid, pp. 93-94.

¹⁸ Ouest-France, 24 septembre 2022.

¹⁹ https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/23021_AvenirMontagneTransitions_DP_pourBAT6_0.pdf

Le bulldozer de la résilience est tout terrain – plaine, mer, montagne – car l'idéologie de l'adaptation est totalement adaptable. Considérer que l'opposition entre adaptation et lutte contre les causes est stérile ou dépassée, est un leitmotiv prétendant faire consensus qui permet d'occulter le fait que le choix de la résignation face au désastre a été fait dès la fin des années 1970²⁰. On n'est donc pas étonné de voir réapparaître la vieille lune de l'inéluctable adaptation, toute rutilante de résilience. De toute part, il s'agit bien de faire rebondir l'économie sur le trampoline de la lutte climatique, et c'est bien là le cœur des politiques de résilience. Elles sont au service du principe selon lequel il y a toujours une filière à défendre. De la betterave sucrière au nucléaire en passant par l'automobile électrique et l'industrie touristique.

Le député européen Pascal Canfin, président de la commission environnement au Parlement européen et membre du Haut Conseil pour le climat, partage ce souci, assurant que « nous ne sommes plus dans la projection pour les générations futures car la réalité nous a rattrapés. Les scientifiques prédisaient une accélération d'ici à la fin du siècle mais elle est déjà là avec les sécheresses, les vagues de chaleur. Il y a un moment à saisir pour accélérer. Il faut assumer un discours réaliste, passer à l'action sur l'adaptation et se rendre plus résilient face au choc. » On note que le vocable d'accélération est simultanément appliqué à l'évolution climatique et à l'action que nous devrions mettre en œuvre face à elle, comme pour démontrer combien la teneur des actes de soin est à la mesure de la gravité de la maladie. Mais ce court-circuitage sémantique ne parvient pas à occulter la confusion qu'il entretient : « s'adapter » et « se rendre plus résilient au choc » ne correspondent en rien à un acte de soin, c'est-à-dire à une remise en question du système qui produit ou contribue au changement climatique. Cela revient ni plus ni moins à absorber un anti-douleur sans se demander pourquoi on a mal. C'est pourtant ce que préconise P. Canfin, héraut de la « restauration de la nature » au Parlement européen, pour qui il s'agit de « renaturer » et en même temps de « réindustrialiser », la réindustrialisation étant finalement la vraie définition de la renaturation. De fait, « le monde agricole a conscience qu'il faudra évoluer avec des solutions basées sur l'agroforesterie, mais pourquoi écarter la génomique, qui permettrait de gagner du temps au lieu de laisser la nature mettre un siècle pour sélectionner le bon gène ? », s'interroge benoîtement P. Canfin, rejoint par C. Béchu, pour qui « il sera impossible de ne pas changer les comportements, mais penser que la technologie ne nous apportera aucune solution, c'est une folie aussi »²¹. Ainsi, tout devient une question de « comportements » à guider sagement, et de technosolutionnisme en guise de béquille à une nature-machine décidément en dessous de tout en matière de performance. Plus rien ne relève de la société et de l'économie capitalistes et de leurs contradictions mortifères.

Quant aux périodes de transition écologique et énergétique dont nous avons les oreilles rebattues, elles ne sont, pour reprendre la formulation d'Anders, rien d'autre que « ces moments sur lesquels tu passes parce qu'ils passent sur toi. Ce sont donc des périodes pendant lesquelles l'ennemi exerce sa domination »²².

QUESTION 5 : Comprendre les mécanismes pour ne pas se résilier ?

Quelle est ton analyse des processus sur lesquelles la mise en place de ces politiques de la résilience peut reposer ?

*On avait beaucoup apprécié ta manière synthétique de présenter les mécanismes suivant :
« Fatalisme, peur de la peur, individualisation du rapport aux risques, racisme des émotions »*

²⁰ Voir notamment Jean-Baptiste Fressoz, *L'Apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Paris, Seuil, coll. « L'Univers historique », 2012, 320 p.

²¹ Le Monde, 22 juin 2023.

²² Günther Anders, *La catacombe de Molussie*, p.259, Éditions de L'échappée, 2021, Paris.

La résilience fait la promesse d'une réparation individuelle et collective qui ne peut être portée que par un appel à la participation de chacun, autrement dit par une cogestion générale du désastre et de ses suites, entretenant ainsi la confusion pour le sujet entre son accomplissement et les nécessités que lui impose sa survie en milieu catastrophique. Les programmes d'accommodation des politiques de résilience donnent à penser que l'initiative locale, voire privée, ainsi que la perspicacité psychologique permettent de maîtriser les conditions objectives des désastres. Les réponses apportées en appellent à un bricolage de la préparation aux risques, où chacun vient faire son shopping de la survie afin d'élaborer sa propre résilience. Rendue subjective, la catastrophe devient une question à régler avec soi-même, un dépassement et une victoire à remporter sur la peur, une responsabilisation et une prise en main autonome de son propre destin. Le gonflement des injonctions individuelles finit par masquer la nécessité des choix collectifs. Faisant fi de l'histoire de la société industrielle et de son cortège de nuisances et de menaces nouvelles, la résilience exhorte, à travers la « culture du risque », à se critiquer soi-même et faire son *mea culpa*, aux dépens de la critique des conditions de la situation. Nous voici face au nouvel avatar de la raison catastrophique qui nous trouve toujours de bonnes raisons de tirer parti du pire, au nom du pire. Fondée sur l'intériorisation de la culpabilité et, ce faisant, de la domination, la cogestion des désastres est une congestion de la liberté et du refus du fait d'en être privé. Moins le peuple a de liberté de choix et de responsabilité morale, plus sa responsabilité pratique est immense : chacun est mis en demeure de partager la prise en charge des dégâts, de prendre la mesure, d'agir en citoyen et de payer les réparations, devenant ainsi imputable de choix qu'il ne fait pas ou dont il est privé, sombrant, en outre, dans la folie, tant la charge de cette rationalisation morbide de la vie quotidienne est énorme. Privatisation du risque et collectivisation de soi faisant excellent ménage, jamais la nationalisation du peuple n'a été aussi criante.

Un des piliers de l'économie politique du consentement réside dans son régime affectif qui estampille, privilégie et promeut certains registres émotionnels comme étant appropriés et désirables – l'espoir, le bonheur, la responsabilité, l'anticipation, l'aspiration à un avenir meilleur, la solidarité et l'auto-assistance – au détriment d'émotions jugées intempestives – le tempérament fougueux, l'irritation, le ressentiment, la colère, l'inquiétude, l'effroi, le stress et l'affliction. Dans ce racisme des émotions, les celles censées contribuer au consentement à une vie dans un environnement contaminé seront placées au plus haut dans la hiérarchie, tandis que les émotions jugées négatives, mais pourtant susceptibles d'aider à concevoir et de soutenir un questionnement sur le bien-fondé de l'accommodation, seront classées tout en bas de l'échelle et appréhendées comme des maladies nécessitant d'être soignées.

Comme on l'a évoqué plus haut, affectant de contribuer à mettre les populations à l'abri de leur anxiété, la résilience et ses apôtres réduisent au silence la liberté pour ces dernières d'avoir peur. Or, si l'on reprend ici l'analyse proposée par Günther Anders, cette liberté renvoie à la capacité d'une population donnée d'« éprouver une peur à la mesure du danger qui pèse sur elle, de ressentir la quantité d'angoisse qu'il faut que nous ressentions si nous voulons vraiment nous libérer du droit d'être libéré de la peur, et avoir peur afin d'être libre »²³. La peur contribue à la prise de conscience que nous menons une existence dans un monde faux, qui nous enferme dans une vie calculée que l'on passe à qualifier les risques, à évaluer nos chances de survie, à organiser cette survie en optimisant nos comportements et en nous endurcissant pour faire front face au pire. Le monde faux est un monde que le sujet ne peut faire sien, dont il est exclu et où il ne peut se sentir chez lui, sauf sous la contrainte. Il ne s'agit plus alors de liberté, mais de se rendre disponible pour un monde dont on ne peut disposer, mais qui dispose de nous. Un monde dans lequel l'existence est transformée en un processus sans fin de gestion des menaces, où elle est mutilée, car elle est « une vie qui ne vit pas », pour reprendre l'expression d'Adorno, tant elle est soumise à une organisation intégrale fondée sur la technologie et au contrôle permanent d'une rationalité instrumentale. Dans un tel monde où le sujet est

²³ Günther Anders (2002), *L'Obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle* (1956), Paris, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances/Éditions Ivrea, p. 296.

structurellement placé sous la menace permanente, la peur lui permet surtout d'opposer son refus d'être l'objet d'un ajustement indéfini au nouvel environnement, et ainsi de pouvoir s'attaquer aux causes réelles de cette menace. La peur est ici salutaire car elle permet la représentation de ce que l'on est en train de faire. Or, en codifiant la peur sous forme de risques, la résilience constitue un outil central dans la fabrication du consentement reposant sur l'apprentissage de la peur de la peur elle-même. Consentir, c'est certes vivre dans l'obéissance, mais en étant soulagé de son poids intrinsèque par des affects de joie.

Libres d'obéir et condamnés à résilier, tel est le mot d'ordre des administrateurs du consentement aux désastres. Il est vrai qu'à force d'obéissance, on peut devenir martyr dans cette société qui a tant besoin de héros et de premiers de cordée. Voici donc clairement énoncées les leçons de résilience de « Fukushima » et d'ailleurs : initier la population à l'attédiement de son appréhension des menaces qui pèsent sur elle, sur sa santé ou sur son environnement, et lui fournir ainsi les meilleures raisons de s'adapter à sa survie – fut-elle contaminée – et de patiemment et docilement apprendre à se sauver par elle-même. Car la résilience est une anti-résistance.

La résilience est aussi une technologie de consentement à des interdépendances néfastes, dans lesquelles les victimes sont sommées d'agir pour sauver le monde faux qui fait pourtant d'elles des victimes. C'est pourquoi s'opposer à ce qui nous engage dans l'irréversibilité est notre devoir. Selon G. Anders, « il n'y a "progrès" que lorsqu'à chaque pas de l'homme, correspond un pas vers une ré-humanisation possible »²⁴. Sinon c'est l'aliénation et l'obscurcissement du décalage entre ce que nous fabriquons et notre capacité à nous le représenter. Le principe est de se dégager de toutes les routes à sens unique qui n'inventent pas en même temps leur possibilité de retour. Mais dans l'économie de guerre à laquelle on nous exhorte de prendre part, l'augmentation de la performance est inversement proportionnelle à celle des chances de retour. D'autant plus que cette économie de guerre est désastro-dépendante, puisqu'elle se nourrit de la destruction. Il y a donc nécessité de se dégager de situations où l'humanité est incapable de revenir au point de départ, c'est-à-dire à l'état dans lequel sa pérennité lui est encore garantie.

Or la résilience c'est précisément ce qui nous fait accepter les transformations irréversibles dans lesquelles nous sommes engagés. Le sens que peut alors prendre le commun et son faisceau potentiel d'interdépendances « choisies », est celui consistant à cesser de partager la souffrance, le sacrifice et la condition de survivant, pour commencer à partager la santé, la vie, la liberté (dont celle d'avoir peur), le refus et la fureur, et à résister afin de rendre ce partage effectif. La seule robustesse qui vaille devient ainsi celle de notre capacité de résistance à l'empire de la production. Résistance encore au bonheur palliatif que nous offrent les voleurs de nuages de la climato-ingénierie, bonheur palliatif qu'ils prétendent éternel et indiscutable.

S'il y a une interdépendance à défendre aujourd'hui, c'est celle qui consiste à se solidariser dans la lutte contre la solidarité avec la production en tant que telle, solidarité qui rend obsolètes toutes les autres solidarités. Car aux yeux des producteurs tombés dans l'addiction au désastre, et n'ayant pour toute réponse à lui opposer que celle consistant à nous y précipiter chaque jour un peu plus en nous en rendant citoyennement responsables et cogestionnaires, la catastrophe est elle-même une production avec laquelle la résilience nous commande d'être solidaires. C'est pourquoi à l'économie devenue un sabotage de la vie, va donc probablement, et ce avec une fréquence et une détermination grandissantes, riposter une solidarité se définissant comme un sabotage de la production.

²⁴ Günther Anders, *Vue de la lune – Réflexions sur les vols spatiaux*, p.109, Éditions Héros-Limite, 2022.